

## Pétitions

## L'ACTIVITÉ DE LA CLINIQUE MORGENTALER À TORONTO

**M. Murray Cardiff (Huron—Bruce):** Monsieur le Président, j'ai le devoir et l'honneur de présenter une pétition signée par des gens de la circonscription de Huron—Bruce, qui s'élève contre la poursuite des activités de la clinique Morgentaler, en violation de l'article 251 du Code criminel.

**M. le Président:** Ceux qui ne présentent pas de pétitions auraient-ils l'obligeance de se rasseoir ou d'aller ailleurs?

## L'INCLUSION DU REVENU DE PENSION DANS LE CALCUL DES PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

**M. John R. Rodriguez (Nickel Belt):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège de présenter des pétitions reçues de la région de Dartmouth-Halifax et de Sydney, en Nouvelle-Écosse, ainsi que de Lively, en Ontario. Toutes ces pétitions protestent contre les modifications apportées à la Loi sur l'assurance-chômage à l'égard du revenu de pension utilisé comme revenu gagné dans le calcul des prestations. Ces pétitionnaires demandent au Parlement de retirer cette disposition inique de la Loi sur l'assurance-chômage.

## LES PRIX DE L'ESSENCE

**M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par des centaines de personnes de ma circonscription qui demandent au Parlement de veiller à ce que le consommateur profite de prix inférieurs pour l'essence à la pompe.

## ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DU PROGRAMME KATIMAVIK

**M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville):** Monsieur le Président, je continue à présenter des pétitions faisant état de l'absence d'une politique dynamique de la jeunesse de la part du gouvernement. J'ai ici 450 signatures protestant contre l'annulation du programme Katimavik. Les pétitionnaires sont de l'Université Sir Wilfrid Laurier, de Terre-Neuve, de Victoria, de Windsor, de Saskatoon et de la Nouvelle-Écosse.

## LE PROJET D'EXPLOITATION D'UN PARC DE LA CCN

**M. Barry Turner (Ottawa—Carleton):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une autre pétition signée par 34 citoyens de la région de la Capitale nationale qui s'opposent carrément au projet de la Commission de la Capitale nationale de transformer le Mile Circle en un quartier d'ambassades. Les signataires signalent que la Commission d'embellissement d'Ottawa a désigné le Mile Circle parc national en 1925 et qu'ils s'opposent vivement à ce que cela change.

[Français]

## ON DEMANDE UNE NOUVELLE POLITIQUE DE L'AMIANTE

**M. Alain Tardif (Richmond—Wolfe):** Monsieur le Président, j'ai également de mon côté quatre pétitions émanant toutes de ma circonscription.

La première est signée par un groupe de personnes qui résident à Danville et ces personnes voudraient voir le gouvernement rétablir le climat qui devrait exister dans l'utilisation d'une richesse naturelle très importante, l'amiante.

J'ai également une autre pétition, cette fois-là signée par un groupe de personnes d'Asbestos, dans ma circonscription, dont la plupart sont des travailleurs de l'amiante qui, encore là, voudraient voir le gouvernement affirmer sa politique encourageant l'utilisation de l'amiante, laquelle est la plus sécuritaire.

Monsieur le Président, j'ai une autre pétition, encore là signée par des personnes de Richmond, dans ma circonscription. Ces personnes voudraient que le gouvernement définisse une bonne, sérieuse et valable politique dans le domaine de l'amiante.

[Traduction]

## L'ÉVALUATION QUE LE CN FAIT DE SES INSTALLATIONS D'ENTRETIEN

**M. Dennis H. Cochrane (Moncton):** Monsieur le Président, j'ai à nouveau l'honneur et le privilège de présenter une pétition signée par des commettants des circonscriptions fédérales de Westmorland—Kent et de Moncton, qui s'inquiètent du sort réservé aux ateliers du CN et qui trouvent que l'on met beaucoup de temps à en décider. Ils s'inquiètent beaucoup des répercussions que cette décision aura sur l'économie du Nouveau-Brunswick.

\* \* \*

[Français]

## QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

**M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** Monsieur le Président, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes: 530 et 532.

[Texte]

## FONDS ALLOUÉS AUX CENTRES D'INTERPRÉTATION DE LA FAUNE

## Question n° 530—M. Caccia:

1. Combien de fonds fédéraux, provinciaux et autres sont nécessaires au fonctionnement des centres d'interprétation de la faune a) de Creston Valley (C.-B.), b) des Prairies à Webb (Sask.), c) du marais Wye près de Midland (Ont.) d) de Cap Tourmente, près de Québec (Qué.) e) de Percé dans la Péninsule gaspésienne (Qué.)?
2. Les budgets de fonctionnement comprennent-ils d'autres fonds et, dans l'affirmative, de quelles sources?
3. Comment le budget de 1985-1986 de chaque centre se compare-t-il avec le budget de 1984-1985 et avec les prévisions budgétaires de 1986-1987?
4. Comment le nombre des employés fédéraux de chaque centre en 1985-1986 se compare-t-il avec l'effectif de 1984-1985 et l'effectif prévu pour 1986-1987?
5. Combien de bénévoles a-t-il fallu à chaque centre en 1985-1986, et comment ces chiffres se comparent-ils avec le nombre de bénévoles utilisés en 1984-1985 et prévus en 1986-1987?

**L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement):**

1. Les prévisions budgétaires pour les cinq Centres d'interprétation de la faune sont les suivantes:

	Fonds fédéraux	Provinciaux	Autres
1986-1987			
Creston	\$ 25,000 (frais d'exploitation)	\$ 25,000	nul
Webb	\$ 75,000 (frais d'exploitation); plus \$ 25,000 (frais d'entretien)	jusqu'à concurrence de \$ 10,000	nul
Wye	\$ 125,000 (prêt) plus \$ 35,000 (frais d'entretien)	nul	non disponible
Cap Tourmente	\$ 12,000 (frais d'entretien)	nul	non disponible
Percé	nul	non disponible	nul